

*L'énergie*

que de reporter le gouvernement libéral au pouvoir, un gouvernement qui savait assumer ses responsabilités et mener à terme tous ses dossiers. Il est évident, monsieur le président, que dans un seul domaine, notre gouvernement a toujours été et sera, au cours des prochaines années, un gouvernement responsable qui assumera ses responsabilités dans ce domaine.

Cela m'amène, monsieur le président, à toucher un point particulier de toute la politique énergétique, soit le domaine extrêmement important du gaz naturel. Notre gouvernement a pris des décisions extrêmement importantes dans ce domaine. Qu'il me suffise de rappeler l'accord que le gouvernement a donné sur la construction et le prolongement du pipe-line jusqu'à Québec; il a également encouragé le prolongement du pipe-line allant jusque dans les provinces Maritimes.

Cela m'amène également à parler d'un autre fait qui a été relevé par l'honorable député d'Annapolis Valley-Hants. Il se plaignait, cet après-midi, du fait que le gouvernement n'avait pas pris de mesure dans ce dossier extrêmement important du pipe-line allant jusque dans les provinces Maritimes. Il devrait pourtant savoir que ses collègues de la Chambre des communes posent des questions régulièrement à cet effet, et que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a toujours répondu de façon adéquate, et que présentement un appel est logé devant l'Office national de l'énergie, et nous espérons que la décision sera rendue dans un avenir assez rapproché et qu'elle sera favorable au prolongement du pipe-line jusque dans les provinces Maritimes. Cela voudrait dire, monsieur le président, que notre gouvernement assume réellement ses responsabilités et attache une extrême importance à tout ce secteur énergétique qu'est le gaz naturel, pour démontrer comment notre pays pourra, dans l'avenir, abandonner cette dépendance au niveau énergétique des pays producteurs de pétrole.

On me permettra, monsieur le président, de souligner brièvement l'importance que ce pipe-line, surtout celui de Montréal vers Québec et par la suite vers les provinces Maritimes, aura pour ma région, l'Est du Québec et la Gaspésie en particulier. Notre région éloignée des grands centres doit supporter d'énormes déficits au point de vue du chauffage des maisons et que le pétrole coûte énormément cher à transporter. Nous devons supporter quelques légères augmentations par rapport aux grands centres.

Il est évident que la prolongation d'un tel pipe-line viendra faire disparaître toutes ces augmentations de coûts. Et c'est justement ce que fait le gouvernement libéral. Le gouvernement au pouvoir assume ses responsabilités en voulant prolonger une partie de ce réseau de distribution d'énergie dans le Québec, plus particulièrement à l'Est de Montréal et dans l'Est du Canada, parce que ce sont les régions présentement qui ont le plus haut taux de chômage, qui souffrent le plus de l'éloignement, et c'est justement pour cette raison que notre gouvernement a pris l'engagement de faire en sorte que la population puisse avoir accès aux énormes réserves de gaz naturel du pays.

Une autre critique, que j'entendais cet après-midi, m'est difficile à comprendre, c'est l'épuisement possible du pétrole conventionnel d'ici six ans en Alberta. Selon nos calculs, monsieur le président, il est vrai que si nous comparons les réserves prouvées, cette année, à la consommation de cette année, ces réserves dureront de six à huit ans.

Mais, monsieur le président, je crois que c'est oublier des facteurs extrêmement importants dans le domaine de l'énergie, à savoir la situation de l'énergie au Canada. On a oublié que chaque année, nous faisons des découvertes importantes dans le domaine du pétrole et que nous avons mis de côté tous les efforts que déploie notre gouvernement dans le domaine de la conservation de l'énergie. On a parlé énormément de la publicité que notre gouvernement faisait dans ce domaine-là. Monsieur le président, je crois que cette publicité que le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources et le gouvernement canadien fait chaque semaine, chaque jour, dans les quotidiens, et à chaque semaine dans les hebdomadaires, est extrêmement importante. C'est tout simplement pour faire comprendre et faire prendre conscience à la population que nous devons conserver notre énergie.

Un autre fait que notre gouvernement a mis de l'avant c'est de diminuer de 10 p. 100 l'utilisation du pétrole pour chauffer les résidences et les édifices commerciaux au Canada, et le remplacer par le gaz naturel. Voilà, monsieur le président, des données que notre gouvernement a faites, et pour expliquer un peu que cette réserve de pétrole, qui durera de six à huit ans, n'est pas exacte, il faut tenir compte des mesures que nous prenons dans ce domaine.

Ceci m'amène à parler quelque peu de notre réserve de gaz naturel. Nous connaissons son importance au niveau de notre potentiel énergétique, mais nous savons également qu'à la fin des années 50 et au début des années 60 la demande de gaz naturel n'était pas très élevée. Toutefois, l'augmentation du prix du pétrole, beaucoup plus marquée que celle du prix du gaz, a considérablement accru le taux de consommation de gaz naturel en faisant tripler sa demande de 1962 à 1972. Le taux d'augmentation de consommation s'est aussi accru à peu près de 12 p. 100 par année et toute la consommation énergétique en gaz naturel a doublé. Jusqu'en 1970 les nouvelles découvertes avaient plus que compensé les taux annuels de production, qui passaient d'environ 35 milliards de pieds cubes en 1962 à près de 57 milliards en 1970. Au terme de 1974 toutefois, les réserves prouvées restantes en Alberta et dans les environs étaient estimées à environ 57 milliards de pieds cubes.

Toutefois, continuer de maintenir le prix du gaz naturel au taux où il était auparavant aurait pénalisé énormément les découvertes dans ce secteur. C'est pourquoi notre gouvernement a exprimé à maintes occasions son désir d'augmenter le prix du gaz naturel. Cette politique a eu pour effet de favoriser la découverte de gaz naturel, de sorte qu'en 1979 nos réserves connues étaient de 80.4 trillions de pieds cubes, représentant des réserves pour 52 ans. Nos réserves, calculées également en 1979, étaient de 260 trillions de pieds cubes, pour 179 ans. C'est donc dire, monsieur le président, que le gouvernement fédéral, dans le domaine du gaz naturel, a assumé ses responsabilités et a fait en sorte que notre dépendance du pétrole surtout tend à diminuer. Les efforts énormes que nous déploierons dans les années à venir dans ce domaine feront en sorte, comme le ministre le disait cet après-midi, que nous pourrions atteindre à cette autosuffisance que nous recherchons et que nous voulons tous.

Monsieur le président, j'aimerais en terminant signaler un autre fait extrêmement important dans le domaine du gaz naturel, c'est son effet antipollution sur les secteurs où ce